



Séance ordinaire du mardi 28 septembre 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-huit septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Attractivité

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Nathalie LEVY, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Joëlle URBANI, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Mathilde BORNE, Michel CALVO, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Clare HART, Guy LAURET, Max LEVITA, Eliane LLORET, Nicole MARIN-KHOURY, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Célia SERRANO, François VASQUEZ.

Absent(es) / Excusé(es) :

Michel ASLANIAN, Emilie CABELLO, Sébastien COTE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Clara GIMENEZ, Stéphanie JANNIN, Lionel LOPEZ, Hervé MARTIN, Manu REYNAUD, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER

Attractivité - Projet de coopération décentralisée COOPALIM - Fès (Maroc) - Attribution de subvention - Convention - Mission d'expertise - Autorisation et Financement de la mission - Autorisation de signature

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole conduit une stratégie d'internationalisation reconnue sur le plan économique depuis plusieurs années. Cette stratégie repose sur deux objectifs :

- Renforcer son positionnement international et accroître son attractivité d'une part ;
- Créer les conditions favorables aux échanges entre entreprises et faciliter leur implantation réciproques et leurs connaissances des écosystèmes étrangers d'autre part.

Cette stratégie d'internationalisation a pour objectifs de créer pour son tissu économique les conditions favorables aux échanges extérieurs par une meilleure connaissance des écosystèmes étrangers et la promotion de ses filières. Elle permet aussi de renforcer son positionnement international et d'accroître l'attractivité et le rayonnement du territoire sur plusieurs axes majeurs, dont celui de la Politique Agroécologique et Alimentaire (P2A).

Montpellier Méditerranée Métropole conduit et anime une politique volontariste en matière de transition agroécologique et d'alimentation durable. Cette politique s'appuie sur un réseau de partenaires et bénéficie depuis octobre 2017 de la reconnaissance ministérielle en tant que Projet Alimentaire Territorial (PAT).

La Métropole soutient depuis 2018 le projet Let's Food Cities. Ce projet a pour objectif principal d'encourager la transition des villes vers des systèmes alimentaires territoriaux durables en favorisant la coopération entre collectivités françaises et étrangères.

Il s'agit de faciliter la mise en œuvre de projets de coopération internationale pour des systèmes alimentaires territoriaux durables, entre villes françaises et étrangères en profitant du cadre facilitateur fourni par le pacte de Milan.

Ce projet sollicite les sept villes françaises ayant signé le pacte (Paris, Lyon, Grenoble, Marseille, Montpellier, Bordeaux, Nantes) ainsi que sept villes jumelées avec ces sept villes françaises.

Dans ce cadre Montpellier Méditerranée Métropole a choisi de proposer la ville de Fès (Maroc), ville jumelle de la ville de Montpellier.

- Un diagnostic « alimentaire » de Fès et de sa région Fès-Meknès a été mené pendant deux mois en 2019 ;
- En 2021, Let's Food accompagne un stagiaire basé à Fès pendant six mois ;
- Les objectifs poursuivis sont l'accompagnement de la ville de Fès dans le cadre de la création d'un marché paysan.

Afin d'aller plus loin dans la démarche engagée, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite en 2021 s'engager dans le projet COOPALIM qui est un projet, entre autres, financé par le Ministère de l'Europe et des Affaires Etrangères et par la Chaire Unesco Alimentation du Monde.

Le projet COOPALIM est piloté par l'association Terres en Villes, mis en œuvre par l'association Let's Food et doit permettre de rendre opérationnelles les coopérations existantes.

Le projet COOPALIM qui lie Montpellier et Fès vise à l'établissement d'un marché de paysan labellisés SPG (Système Participatif de Garantie) à Fès. C'est un projet multi acteurs (universités, associations, collectivités, institutions nationales, etc.)

La participation de Montpellier Méditerranée Métropole au projet COOPALIM doit permettre la construction d'un marché paysan à Fès, en collaboration avec les partenaires locaux au travers des actions suivantes :

- Un soutien à Let's Food et au Réseau des Initiatives Agroécologiques au Maroc (RIAM) dans la mise en place et la pérennisation d'un marché paysan régulier à Fès ;
- Une aide à la réflexion sur l'approvisionnement du marché de gros de Fès en produits locaux et issus d'une agriculture durable ;

- Une sensibilisation sur la revalorisation des invendus et déchets sur les marchés paysans et sur le marché de gros.

Pour 2021 l'engagement de Montpellier Méditerranée Métropole dans le projet COOPALIM intervient au travers de deux axes :

- Un financement à hauteur de 4 800 € TTC de l'association loi 1901 « Terres en Villes » en tant que pilote national du projet COOPALIM ;
- La mise en place d'une mission d'expertise à Fès, en co-organisation avec les pilotes du projet. Cette mission se déroulera au dernier trimestre 2021 pendant quatre jours avec la participation au maximum d'un(e) élu(e) et de deux techniciens(nes) de la Métropole de Montpellier. Le coût estimé de la mission est de 5 000 €. La prise en charge des frais inhérents à la mission se fera sur la base des frais réels.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver le versement d'une subvention de 4 800 € TTC à l'association « Terres en Villes » sous réserve de la signature de la convention correspondante ;
- D'approuver l'organisation d'une mission d'expertise à Fès lors du dernier trimestre 2021, la participation au maximum d'un(e) élu(e) et de deux techniciens(nes) ainsi que la prise en charge financière de la mission estimée à 5 000 € TTC sur la base des frais réels ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget 2021 de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 77 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 2 voix

Mme Marie MASSART, Mme Isabelle TOUZARD.

Fait à Montpellier, le 08/10/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 8 octobre 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210928-168612-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 08/10/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention Terres en Villes

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.